

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 21 JUIN 1991

N° 200

PRIX : 4 FF

MADAGASCAR

RATSIRAKA ET LES DIRIGEANTS

DE L'OPPOSITION

CRAIGNENT AVANT TOUT

LA REVOLTE POPULAIRE



SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE**MADAGASCAR**

Editorial :
MADAGASCAR

pages 3 et 4 :
MAURITANIE

pages 4 et 5 :
COTE D'IVOIRE

pages 6 et 7 :
ETHIOPIE

pages 8, 9 et 10 :
TCHAD

pages 10, 11, 12, 13,
et 14 : UNITE AFRICAINE

pages 14 à la fin :
MULTIPARTISME

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en coupons-
réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

**RATSIRAKA ET LES DIRIGEANTS
DE L'OPPOSITION
CRAIGNENT AVANT TOUT
LA REVOLTE POPULAIRE**

Depuis mi-juin, alors que Didier Ratsiraka se trouvait à Paris en "voyage privé", avant de se rendre au sommet de l'OUA, une série de manifestations éclatait à Madagascar. Durant une dizaine de jours, quotidiennement, les manifestants défilaient par dizaines de milliers aussi bien dans la capitale que dans les autres grandes villes de province. Ils étaient 250.000, selon les organisateurs, à Antananarivo le 21 juin. Les dirigeants de l'opposition réclament la démission du gouvernement, la refonte de la constitution, la tenue d'une "conférence nationale" et de nouvelles élections.

Bien que dans certaines villes de province il y ait eu quelques affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants, les autorités ont, semble-t-il, toléré jusqu'à présent ces manifestations. La crainte que ces défilés et ces rassemblements organisés dans le calme par les organisations d'opposition au régime ne se transforment en véritables émeutes incontrôlables, n'est certainement pas étrangère à l'attentisme du pouvoir. Visiblement, la dictature de Ratsiraka, bien qu'isolée dans une île, est secouée par le même vent de contestation que la plupart de ses semblables du continent. Il a à faire face à une contestation qui hésite de moins en moins à élever la voix et à sortir dans la rue. Mais si son trône est menacé, Ratsiraka, tout "démocrate qu'il se dit, n'hésitera pas à réprimer violemment comme beaucoup de "démocrates" de son genre l'ont fait en Afrique contre leurs opposants.

Les porte-paroles de cette contestation sont nombreux et variés, mais tous ont collaboré plus ou moins ouvertement avec lui avant de le lâcher. Certains d'entre eux, comme le Pasteur Richard Andriamanjato (le dirigeant de l'AKFM-Renouveau) ou bien Manandafy (le dirigeant du MFM) ont même fait parti du "Front de la Défense de la Révolution" de Ratsiraka et occupé de hauts postes au "conseil de la révolution". D'autres, comme les dirigeants des églises qui se prennent pour des hommes propres, sages et intègres, ont eux aussi collaboré avec son régime après

avoir fait la même chose avec celui de Tsiranana, l'ex-dictateur installé au pouvoir par le colonialisme français.

Si tous ces gens-là font mine aujourd'hui de découvrir le vrai visage du régime de Ratsiraka, c'est parce qu'ils ont senti que la colère commence à gronder au sein des masses pauvres de la population malgache et qu'il est grand temps pour eux de prendre la tête de la contestation au risque d'être débordés par les revendications populaires.

Les privations, les mesures d'austérité, la vie chère, qui sont le lot quotidien des travailleurs, des petites gens des villes et des paysans pauvres des campagnes, ces politiciens-là les ont cautionnées des années durant. Et ce qu'ils reprochent aujourd'hui au pouvoir, ce n'est pas sa politique qui prive encore plus les déshérités pour le plus grand bien des capitalistes qui font de bonnes affaires à Madagascar, mais plutôt sa constitution ou les résultats électoraux de mars 1989 ou encore sa lenteur dans la politique de privatisation des entreprises d'Etat. Tous ces dirigeants-là ont d'ailleurs bien pris soin d'éviter lors de leurs rassemblements et manifestations tous slogans ayant trait aux revendications sociales des salariés et des couches pauvres. Ce qui les intéresse c'est comment arriver au pouvoir. Le dirigeant de l'AKFM-Renouveau a déjà constitué son "gouvernement provisoire" pour éviter tout vide de pouvoir au cas où Ratsiraka chuterait.

Les exploités n'ont rien à attendre

de ces dirigeants de l'opposition qui ne visent qu'à siéger au trône et qui dès aujourd'hui, montrent que l'amélioration des conditions de vie des exploités est le dernier de leurs soucis. En réalité, Ratsiraka et ses opposants font parti du même monde, celui des exploités. Même quand ils se disent antagonistes, tous craignent avant tout la révolte populaire qui risquerait de mettre en cause l'ordre capitaliste dont ils sont les défenseurs.



MAURITANIE

OULD TAYA LACHE DU LEST POUR SAUVER SON REGIME

Comme partout en Afrique et notamment au Cameroun, au Togo, en Côte d'Ivoire et en Centrafrique, le mouvement de contestation secoue également le régime dictatorial de Ould Taya, en Mauritanie.

L'Union des Travailleurs de Mauritanie (UTM) a lancé le 17 juin un mot d'ordre de grève pour appuyer

les revendications des travailleurs concernant l'augmentation des salaires; selon les responsables, cette grève a largement été suivie dans le secteur privé.

Quelques jours plus tôt, des milliers des personnes, en particulier des jeunes, sont descendues dans la rue, à

Nouadhibou, pour protester contre la décision du gouvernement d'augmenter le prix du pain. Cette mesure a été considérée, à juste titre, comme une insulte par les déshérités. De leur côté, des femmes ont également manifesté contre l'arrestation de leur mari pour avoir dénoncé la politique du régime. Elles ont exigé leur libération. Enfin, des lettres ouvertes envoyées massivement à la présidence dénoncent le manque de liberté dans le pays et réclament la convocation d'une "conférence nationale".

Devant la multiplication des mouvements de contestation : manifestations de rue, émeutes, grèves etc..., le gouvernement a cédé pour annoncer la "démocratisation" du pays. Une constitution, élaborée à la hâte et dans la peur que ce mouvement ne fasse tâche d'huile, reconnaît la pluralité des partis politiques, l'existence officielle, en dehors de l'arabe, des langues comme le Pular, le Soninké et le Ouolof. Des élections législatives suivies des

élections présidentielles seront organisées par le régime.

Si le dictateur Ould Taya a cédé, c'est grâce à la révolte de la population et surtout au poids des travailleurs dans la lutte contre le pouvoir. Ould Taya a certainement eu peur de perdre son fauteuil. Il craint que ce qui est arrivé à Moussa Traoré, qui avait catégoriquement refusé de satisfaire les revendications des populations en révolte -ce qui a provoqué sa chute après 22 ans de règne- ne lui arrive à son tour.

Si les travailleurs qui ont joué un rôle important dans le recul d'Ould Taya ne se donnent pas leur propre organisation, indépendante, pour promouvoir leurs propres revendications économiques et politiques, leur lutte peut être récupérée par les partis dits d'opposition ou même par l'équipe actuelle au pouvoir qui va endosser l'habit neuf de "démocrate", si elle sort vainqueur des prochaines élections. Si élections il y a.

COTE D'IVOIRE

LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR EUX-MEMES !

Depuis un certain temps, le gouvernement ivoirien semble décidé à casser la contestation venant en particulier du milieu étudiant.

Les 17 et 18 mai dernier, les forces de répression composées de gendarmes, de para-commandos et de policiers avaient pris d'assaut la cité universitaire de Yopougon considérée par le régime comme le principal foyer de rébellion des étudiants et celle de Port-Bouët. Cette répression particulièrement brutale avait fait deux morts; des éléments des forces de l'ordre s'étaient livrés à des exactions :

viols, pillages; il y eut des blessés dont certains très grièvement et des disparitions.

Dernièrement, sous prétexte qu'une personne a été lynchée sur le campus, le gouvernement a décidé de dissoudre la Fédération Etudiante et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), accusée d' "incitation au meurtre".

Face à ces deux événements, comment ont réagi les organisations dites d'opposition? Les syndicats étudiants, le SYNARES et la FESCI, ont protesté contre les brutalités

policières et la mesure d'interdiction; ils exigent la démission de certains responsables et demandent à la population de les soutenir. Quant au FPI de Laurent Gbagbo, il a organisé une manifestation de rue qui a réuni près de 10 000 personnes pour réclamer, poliment, la démission du gouvernement. Bien sûr qu'il faut réagir contre les attaques du pouvoir.

Mais les dirigeants syndicaux comme les dirigeants du FPI, principal parti d'opposition, se sont adressés uniquement à leur milieu, la petite bourgeoisie (professeurs, enseignants, médecins, agents de l'administration, intellectuels) pour répondre au gouvernement.

En aucun moment ils se sont adressés aux travailleurs et aux pauvres qui subissent pourtant la même dictature, qui souffrent du même manque de libertés. Ces derniers ont aussi des revendications telles que l'augmentation des salaires bloqués depuis plusieurs années, l'amélioration des conditions de travail, la sécurité de l'emploi. Cette catégorie sociale-là n'intéresse pas ces messieurs, figures représentatives de la bourgeoisie. S'ils parlent des travailleurs, c'est pour se servir de ces derniers comme masse de manoeuvre ou pour les appeler à soutenir leurs revendications politiciennes qui ne visent pas au renversement du régime en place et encore moins l'amélioration du sort des pauvres.

Le FPI de Gbagbo n'est pas une organisation de travailleurs; il ne peut défendre les intérêts de ces derniers. Gbagbo passe pour un politicien responsable, capable de prendre la relève du "vieux" si l'occasion se présentait. A défaut il cherche à composer avec le régime en place mais c'est ce dernier qui ne veut pas, pour le moment, de sa collaboration. A plusieurs reprises Gbagbo a fait des appels de pied à Houphouët. Il a par exemple déclaré publiquement lors des événements au cours desquels les manifestants, des jeunes en particulier, traitaient Houphouët de "voleur" et exigeaient sa "démission", qu'il peut rétablir le calme si ce dernier lui faisait appel.

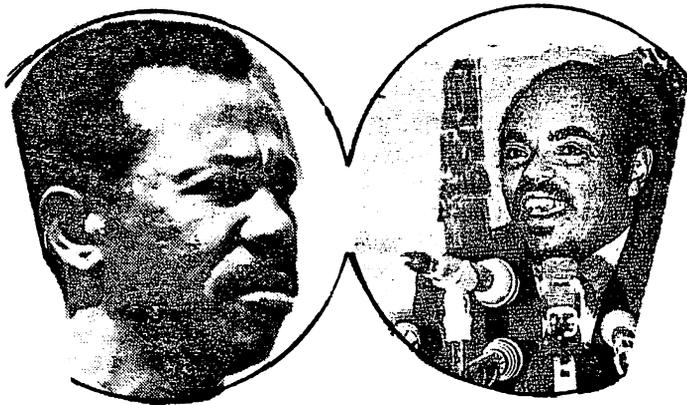
Les travailleurs n'ont pas à se faire d'illusion sur ce politicien-là. S'ils veulent un changement à leur situation d'exploités, de pauvres, ils ont intérêt à se forger eux-mêmes leurs propres organisations et à se donner leurs propres dirigeants.



ETHIOPIE

LA FIN D'UN DICTATEUR MAIS PAS DE LA DICTATURE.

Depuis un mois, un nouveau régime s'est installé à Addis Abeba. Ce sont les troupes armées du FDRPE (Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Ethiopien) qui, avec la bénédiction de l'impérialisme, ont pris la capitale le 29 mai dernier. En effet, une semaine auparavant, le 21 mai, Mengistu est parti au Zimbabwe, soit disant pour discuter avec les représentants des fronts indépendantistes. Dès le lendemain, le 1er ministre, Tesfaye Dinka, a annoncé la fin du régime de Mengistu et l'organisation d'une conférence à Londres pour le 27 mai avec les représentants des fronts de libération de l'Erythrée, du Tigré et d'Ornano. Et cela, sous l'impulsion et la direction des USA.



Que s'est-t-il passé en Ethiopie pour que la dictature de Mengistu saute tout d'un coup et son armée vole en éclats en quelques jours? La fin du régime de Mengistu n'est pas seulement due à l'intensité des attaques des forces de la guérilla. Elle est due aussi à l'attitude de l'URSS qui, dans le cadre de la détente Est-Ouest, a décidé de le lâcher. Depuis mars dernier, elle lui a retiré tout soutien militaire et financier. Or, c'était grâce à ce soutien que le

régime de Mengistu opprimait le peuple érythréen. Il assassinait des milliers de personnes. De ce fait, il forçait des centaines de milliers d'autres à se réfugier dans les pays voisins, particulièrement au Soudan.

Mengistu considérait le Front Populaire de Libération de l'Erythrée (FPLE), bien implanté dans cette région, comme son plus grand ennemi. En effet, le FPLE contrôlait la totalité de l'Erythrée, y compris les grandes villes. A la chute de Mengistu, le front s'est emparé des deux grandes villes qui lui restaient à prendre, Asmara et Assab. La guérilla érythréenne a, depuis longtemps, le soutien des certains pays arabes qui voyaient dans le régime de Mengistu, comme dans celui de Haïlé Sellassié, un allié d'Israël. Et c'est dans ce contexte que la guerre de l'Erythrée est devenue un gouffre pour l'économie du pays, ruinant le régime de Mengistu au point de provoquer la chute comme celle de la dictature de Sellassié, l'ancien roi.

Pour sa part, le FDRPE (le Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Ethiopien) regroupe des fronts de libération d'un certain nombre de régions qui réclament une autonomie par rapport au gouvernement central d'Addis Abeba. C'est le cas par exemple du FPLT (Front Populaire de Libération du Tigré) qui est majoritaire dans le FDRPE. Ce dernier a le soutien des USA et c'est avec leur bénédiction que Meles Zenawi, son dirigeant, se trouve aujourd'hui à la tête du régime éthiopien.

Ainsi, l'Ethiopie est minée par des guerres fratricides. Le peuple érythréen lutte pour son indépendance depuis trente ans. Cette lutte a affaibli le régime de

Sellassié et provoqué sa chute en 1974. C'est l'armée qui a pris le pouvoir avec Mengistu à sa tête. Bien que pendant quelque temps son régime donne un espoir de changement à une frange de la petite bourgeoisie des villes, très vite il s'est avéré lui aussi être une dictature sanglante de la pire espèce. Mengistu a continué de plus belle la guerre en Erythrée avec l'aide de l'Union Soviétique à partir de 1978. Il a éliminé toutes les organisations d'opposition.

Il a mis en place une organisation policière pour surveiller la population à travers des comités des quartiers (les kebelis) et une milice omniprésente. Les conditions de vie de la population se sont dégradées sous son règne.

La population éthiopienne est restée, comme au temps du roi, l'une des plus pauvres du monde. La sécheresse fait des centaines de milliers de victimes dans certaines régions. Dans le reste du pays, c'est l'appauvrissement dû aux augmentations des prix des produits alimentaires, au chômage etc...

Maintenant, c'est le FDRPE qui, avec la bénédiction de l'impérialisme américain, est à la tête de l'Etat. Le simple fait qu'au sein du FDRPE la majorité est tigréenne, cela est considéré, du moins par la petite bourgeoisie d'Addis Abeba qui ne le reconnaît, comme un pouvoir monopolisé par la minorité tigréenne. Les autres minorités nationales ne l'acceptent pas non plus.

Lors de la conférence de Londres organisée par les USA et qui a réuni les forces de l'opposition, le nouveau régime a admis l'indépendance de l'Erythrée au terme d'un référendum qui sera organisé à une date non fixée encore. Mais dans les faits, le FPLE a déjà commencé à administrer la région conquise. Cela passe encore aux yeux de la plupart des

Ethiopiens comme un recul, voire comme une défaite.

Le nouveau régime ne fait pas du tout l'unanimité des peuples d'Ethiopie et cela risque de replonger le pays dans une série d'affrontements fratricides. Ce dont le peuple éthiopien a besoin, c'est la fin de la guerre, la fin de la misère, la fin de la dictature. Et pour cela, il est plus que nécessaire que les travailleurs des villes et ceux des campagnes prennent leur destin en main. Il est nécessaire qu'en leur sein prennent naissance des organisations révolutionnaires qui militent pour un pouvoir contrôlé par les travailleurs et qui garantisse la démocratie pour toutes les minorités. Un Etat qui organise l'économie du pays en fonction des besoins de la population pauvre.



TCHAD

L'AVENIR C'EST LA LUTTE DES CLASSES

Le 3 juin, l'Union Nationale Syndicale du Tchad (UNST), a lancé un mot d'ordre de grève générale. Cette initiative se situe dans le cadre d'un bras de fer entre cette organisation syndicale et le pouvoir de Déby depuis déjà quelques mois. En effet, selon les nouvelles autorités de Ndjaména, sous prétexte qu'elles ont dissous toutes les organisations politiques et syndicales du temps de la dictature de Habré, l'UNST, auparavant affiliée à l'UNIR (Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution), l'ancien parti unique, ne devrait pas exister. Elles la considèrent comme dissoute. Ce qui n'est pas l'avis des dirigeants de la Centrale Syndicale qui, exigeant d'être reconnus officiellement, estiment que le pouvoir n'a pas le droit de dissoudre leur organisation, car celle-ci, créée à partir de la fusion de plusieurs syndicats, n'était pas un organe de l'UNIR. Ils revendiquent leur indépendance par rapport à l'ancien parti unique et considèrent que les mesures prises contre ce dernier ne peuvent pas les frapper automatiquement.

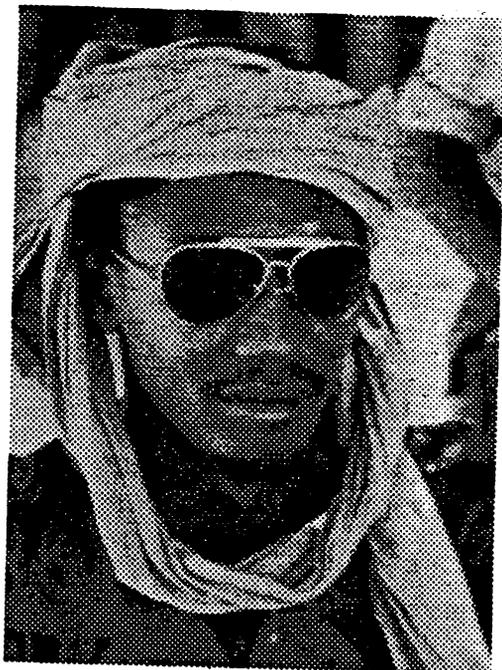
Si le pouvoir de Ndjaména s'acharne contre l'UNST, en réalité, ce n'est pas à cause de l'ancienne affiliation de ce syndicat à l'UNIR. Cela n'est qu'un prétexte car, ce sont les Déby et autres dirigeants actuels de Ndjaména qui, au moment où ils étaient les compagnons de Habré, ont imposé la dictature de l'UNIR à tout le monde, surtout aux travailleurs dont ils ont toujours peur.

Par ailleurs, dans son pouvoir actuel, Déby n'est-il pas entouré des gens comme les Alingué, Acheikh et autres responsables, assassins et tortionnaires de l'UNIR? Alors pourquoi les syndicalistes ne garderaient-ils pas leur organisation, si tel est leur désir?

En réalité, ce qui dérange le pouvoir de N'Djaména, ce n'est pas le sigle de l'UNST, c'est, au moins pour l'instant, la volonté des dirigeants de l'UNST de ne pas se laisser contrôler par lui.

En effet, dès l'arrivée de Déby au pouvoir le 1er décembre 1990, les travailleurs de l'ASECNA se sont mis en grève, exigeant que leur soient remboursées les différentes taxes et impôts qu'ils avaient payé sous forme de contribution à l'effort de guerre depuis 1982, c'est-à-dire depuis la période où Déby était le chef d'Etat du dictateur Habré. Quelques mois plus tard, en mai précisément, au terme d'un congrès tenu contre la volonté du pouvoir, l'UNST a réclamé la légalisation des partis politiques et des associations et la tenue d'une conférence nationale dans un bref délai. La centrale syndicale menaçait également d'appeler les travailleurs à se mettre en grève si ses revendications n'étaient pas satisfaites.

Cette prise de position recoupait avec les aspirations de bien de gens, notamment celle de la petite bourgeoisie qui attendait avec impatience l'instauration du multipartisme.



En effet, malgré les déclarations répétées de Déby et la promulgation d'une charte nationale pour l'installation du multipartisme politique, rien de concret n'a été fait dans ce sens. Le pouvoir cherchait plutôt à aller à son rythme et imposer un multipartisme à son goût, sans passer par la tenue d'une conférence nationale réclamée par l'opposition et dont il a totalement écarté l'idée.

Des partis politiques mais aussi plusieurs associations, telles que la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme, l'Union des Journalistes Tchadiens, etc... ont été créés mais n'ont pas été légalisés par le pouvoir. C'est pourquoi celui-ci a réagi brutalement contre les résolutions du congrès de l'UNST en faisant publier le lendemain même, le 29 mai, par le ministre du travail, un communiqué dissolvant le syndicat.

Face à cette attitude méprisante et insolente de la dictature de Déby, l'UNST a déclenché un mouvement de grève le 3 juin. Mais cette initiative n'a pas connu le succès escompté. La grève a été partiellement suivie. A N'Djaména, la capitale, quelques sociétés ont été dans le coup. La SONASUT (Société Nationale du Sucre du Tchad), la BGT (Boisson Gazeuse

du Tchad), la SHELL-TCHAD ont débrayé à 100%, l'ONPT (l'Office National des Postes et Télécommunication), l'ASECNA (l'Agence pour la Sécurité et la Navigation Aérienne), à 50%. Il en a été de même de l'hôpital central et des établissements scolaires. A la STEE (Société Tchadienne d'Energie Electrique), le mouvement n'a pas été du tout suivi. A l'origine de cela, il y a eu sans doute le fait que, dès le matin, les militaires ont quadrillé et investi la société pour impressionner les travailleurs afin de les dissuader, de les mettre en garde contre toute volonté d'interruption du travail. Mises à part quelques absences observées ici et là, c'est, en général, dans l'administration que le mouvement de grève n'a pas du tout été suivi.

Plusieurs raisons peuvent expliquer l'échec de cette grève générale, la première, dans l'histoire, appelée par un syndicat au Tchad. Certains pensent que cette grève est venue d'une façon prématurée, qu'elle n'a pas été bien préparée. D'autres estiment que son échec est dû au fait que l'UNST n'est pas suffisamment implantée au sein des travailleurs qui, par ailleurs, sont méfiants à cause du fait que, dans le passé, les directions syndicales s'occupaient plus de faire la propagande des différentes dictatures que des intérêts des travailleurs. Mais, il y a surtout le fait que les grèves, les luttes politiques et syndicales ne sont pas une tradition dans ce pays. Ceci est le résultat des dictatures successives qui, de la période coloniale à nos jours, se sont imposées aux populations de ce pays, interdisant toute forme d'expression et de contestation. A la veille même de la grève du 3 juin, le pouvoir du dictateur Déby a publié un communiqué dans lequel il s'en est pris à l'UNST et il a proféré des menaces contre les travailleurs qui suivraient le mot d'ordre de grève, disant que leurs salaires seraient amputés etc... Le

jour même de la grève, pour faire diversion, mais surtout pour diviser les travailleurs, le pouvoir a décidé de reconnaître la Confédération Libre des Travailleurs du Tchad, une organisation syndicale qui, semble-t-il, lui est favorable. Sans doute, tout cela a porté et explique le semi-échec de la grève.

Mais, dans ce contexte, il s'agit surtout d'un échec très relatif. Vu sous l'angle des intérêts de l'avenir, on peut même dire que, quel qu'en ait été le résultat, la grève du 3 juin est un pas important qui vient d'être fait, même s'il est vrai que ce n'est qu'un tout petit pas. Car, l'avenir, c'est la lutte des classes, c'est que les travailleurs prennent un jour le pouvoir dans ce pays et instaurent un pouvoir démocratique contrôlé par l'ensemble des opprimés et prenant en compte les problèmes de la population.

Mais pour cela, les travailleurs tchadiens, quelles que soient leur ethnie, leur religion, leur région, ont intérêt à ne pas faire confiance aux différents hommes politiques bourgeois qui se font concurrence pour être des futurs dictateurs. Ils doivent comprendre qu'ils ont les mêmes intérêts et qu'ils constituent une classe à part, différente de celles des riches. Il est nécessaire qu'ils s'unissent pour défendre leurs intérêts contre ces derniers. Aux attaques de Déby, il est important que les travailleurs opposent une réponse collective pour défendre leurs intérêts de classe.

Il est surtout vital que les travailleurs s'organisent politiquement, se dotent d'une organisation politique indépendante qui puisse être une perspective pour l'ensemble des opprimés, afin de les unir, les organiser, les aider à combattre dans leurs rangs toute

division, toute hostilité les opposant les uns aux autres, sous prétexte qu'ils ne parlent pas la même langue, qu'ils n'ont pas la même ethnie, la même religion ou que ceux-ci sont du Nord, ceux-là, du Sud etc..., comme l'ont fait et le font les Habré, Déby, Goukouni, Kamougué, et autres Acheikh qui, multipartisme ou pas, chercheront toujours à opposer les pauvres les uns aux autres pour arriver au pouvoir.

A N'Djaména, à Moundou, à Sarh, dans les bidonvilles et les quartiers populaires, se trouvent concentrés des centaines de milliers de gens venus de tous les horizons culturels et régionaux du Tchad. Ils subissent la même dictature et la même misère. Ils constituent une force colossale capable non seulement de tout balayer, mais surtout de construire un monde nouveau en s'unissant aux autres exploités d'Afrique et d'ailleurs. Cette tâche, eux seuls, les travailleurs, peuvent la réaliser. Seule la classe ouvrière, en unissant toutes ses forces, en prenant la tête de l'ensemble des opprimés peut construire une société réellement démocratique, fondée sur la satisfaction des besoins collectifs des gens. Car, par-delà ses diversités ethniques ou religieuses, elle est une seule et même classe qui subit la même exploitation et la même misère. C'est elle seule qui puisse proposer une autre politique que celle, criminelle, offerte par les démagogues chefs des tendances. Espérons que dans la situation actuelle où l'on voit s'instaurer un petit climat de politisation, avec des journaux qui apparaissent, des réunions qui se tiennent, il y aura des hommes et des femmes qui émergeront pour aider les travailleurs tchadiens à s'organiser de façon indépendante. L'avenir des exploités en dépend.

**LA VERITABLE UNITE AFRICAINE
NE SERA
QUE L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS**

Les dictateurs africains réunis au sommet de l'OUA ont unanimement signé un accord pour la création d'une "communauté économique africaine" qui devrait voir le jour en l'an ... 2025. Nos dictateurs, et faisant écho à leur voix, la grande presse africaine, ont présenté le projet comme la pose d'un premier jalon d'une grande unité économique africaine qui permettrait à ce continent de faire face au "déficit du développement" et de se défendre contre la CEE et les grandes puissances qui dominent le marché économique mondial.

Chacun des dictateurs présents au sommet y est allé de son couplet panafricaniste. Certains dénonçant le tracé des frontières par le colonialisme comme la création des "parcs à boeufs" pour les peuples africains; d'autres chantant le mérite de l'unité entre les pays africains, de la nécessité de créer des liens économiques plus étroits entre eux, voire d'aller vers "l'intégration économique". Mais, ils sont tous d'accord pour ne rien modifier aux frontières considérées comme sacrées et intangibles.

Le projet de création de cette future communauté économique ne coûte bien entendu rien à nos dictateurs. Qui donc parmi eux, même parmi les plus fraîchement arrivés au pouvoir, espère y être encore dans 35 ans pour se soucier de ses promesses d'aujourd'hui? Les regroupements économiques régionaux,

il en existe même de nos jours, mais de nom seulement. Leurs sigles sont grands, mais le contenu est vide. C'est le cas de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) qui regroupe 16 pays membres, de la CEEAC

(Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale) comprenant 10 pays ou de la ZEP (Zone d'Echanges Préférentiels) qui s'étend sur 17 pays de l'Afrique de l'Est et australe.

D'autres regroupements tels l'OCAM (Organisation Commune Africaine et Malgache), créés au lendemain des indépendances, n'ont d'existence que sur le papier. En réalité, même les monnaies de ces pays membres de l'OCAM ne sont pas convertibles entre elles sans passer par le franc français. Les échanges entre ces pays sont quasi nuls. Il est plus facile à nos pays d'échanger avec Paris, Londres ou Tokyo qui se trouvent à des milliers de kilomètres de distance plutôt qu'avec leurs voisins immédiats. Des fois, il y a plus d'échanges, plus de liens avec les métropoles impérialistes qu'avec les régions d'un même pays, à quelques centaines de kilomètres à peine de la capitale, tellement les relations entre l'impérialisme et les pays qu'il domine sont forts et supérieurs à tout autre lien économique régional.

"L'intégration économique" va sans cesse dans le sens de l'intégration des pays pauvres dans le marché économique mondial dominé par quelques trusts des métropoles impérialistes.

Nos dictateurs ont aussi parlé de la nécessité de créer des routes intercontinentales afin de faciliter la communication et les échanges entre les pays africains. Mais, comment, eux qui ne sont même pas capables de créer des routes et des ponts dans leur propre pays pourraient-ils réaliser des travaux aussi importants? Même les chemins

de fer qu'ils ont hérités de l'époque coloniale, ils sont incapables d'en assurer le simple entretien. Le représentant de Diouf au sommet de l'OUA s'est fait passer pour le champion en matière



d'"intégration économique" (il se vante d'avoir créé le premier un ministère de l'intégration). Mais il n'a même pas été capable de réaliser cette "intégration" avec la Gambie voisine! Après des années et des années de tractations et de crocs en jambe de tout genre, les dirigeants de ces deux pays liés pourtant par l'histoire et la géographie, habités par les mêmes peuples partageant les mêmes langues et traditions, malgré la création de la Sénégambie (qui n'a pas fait long feu) n'ont pas été capables de réaliser un simple pont pour traverser un petit bras de fleuve. Jusqu'aujourd'hui, les

nombreux voyageurs qui vont et viennent de la Casamance sont obligés de soit de faire un long détour par Tambacounda, soit de s'armer de patience pour emprunter le bac de la Gambie.

Les douaniers et les policiers gambiens et sénégalais y trouvent, eux, des avantages certains, car ce bac est une aubaine pour eux pour rançonner les voyageurs. L'existence de ce bac et de la frontière qui passe presque au même endroit constitue aussi une juteuse affaire pour toute une faune de trafiquants et de margoulines souvent liés aux gens du pouvoir. Voilà pourquoi, le pont tant souhaité par les populations n'a jusqu'à présent pas vu le jour.

Nos dictateurs, soucieux qu'ils sont de se remplir les poches d'abord, tiennent trop à la "souveraineté" de leurs frontières et de leur Etat pour en sacrifier ne serait-ce qu'une infime partie. C'est ainsi aussi que l'année dernière, face à l'invasion des sauterelles qui dévastaient les cultures dans les pays sahéliers jusqu'au sud du Maghreb, il n'a pas été possible de lutter efficacement contre ces bestioles qui se moquaient des frontières, tout simplement parce que les Etats concernés ne voulaient même pas que les avions anti-acridiens survolent leur territoire sans avoir effectué toute une démarche administrative compliquée. Les pays occidentaux riches avaient fait des dons d'insecticides, prêté du matériel et des techniciens, mais devant l'imbécilité de nos chefs d'Etat, l'action anti-acridienne a été rendue inefficace, faute d'avoir été menée collectivement.

L'exemple le plus récent en matière de coopération régionale dans l'Afrique de l'Ouest est celui de l'OMVS (Organisation de la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal) qui regroupe le Sénégal, la Mauritanie et le Mali. Deux barrages ont été construits, l'un en amont au Mali et l'autre en aval, au Sénégal. Il a

fallu des années et des années pour trouver des fonds. Depuis qu'un conflit a éclaté entre le Sénégal et la Mauritanie, tout a failli tomber par terre. Les barrages sont construits, mais si jusqu'à présent l'électricité hydraulique qui devrait en résulter n'est pas encore exploitée, c'est parce que les autorités sénégalaises et mauritaniennes ne sont pas encore arrivées à se mettre d'accord sur le tracé de la ligne de haute tension. Les uns et les autres voudraient que les pylônes électriques soient plantés sur leur sol. En attendant, les fonds engloutis ne servent presque à rien, sauf à offrir les meilleures terres devenues irrigables aux grandes sociétés capitalistes de l'agro-industrie et à un certain nombre de notables locaux. Les petits paysans, eux, n'ont presque rien eu. Un certain nombre d'entre eux, faute de moyens techniques et financiers pour mettre en valeur leurs terres, ont été dépossédés par les riches qui les ont transformés en ouvriers agricoles ou en métayers. Ainsi, même quand les dirigeants africains, avec l'aide financière des grandes banques, arrivent à réaliser quelques projets en commun, les bénéficiaires ne sont jamais les couches pauvres de la population. Les premiers à y gagner sont ces banques et les firmes des travaux publics, eux aussi dans les mains des grands capitalistes. Au passage, ils laissent quelques miettes pour la bourgeoisie locale.

Un certain nombre de petits bourgeois africains rêvent peut-être de constituer de grands ensemble. C'est une idée qui semble revenir à la mode, plus particulièrement dans l'intelligentsia. Après avoir déversé des discours et des illusions des années durant sur la constitution des nations qu'il fallait bâtir au lendemain des indépendances pour accéder au "développement" capitaliste, les voilà maintenant en train de se bercer d'illusions sur la "communauté économique africaine"

qui mettrait en valeur le grand marché africain, qui soustrairait ce continent du pillage impérialiste, qui le mettrait à l'abri des aléas des marchés mondiaux de matières premières et qui, enfin, créerait un "développement endogène".

Mais, s'il est vrai que la constitution de vastes ensembles serait un progrès, même du point de vue capitaliste, par rapport au morcellement et à l'existence de micro-Etats, il n'est pas juste de croire que cela serait synonyme de développement ou même d'un peu plus de liberté pour les populations. L'exemple de la Chine, de l'Inde ou du Brésil le montre bien. Dans ces pays vastes comme des continents, la misère est aussi criante que dans n'importe quel petit pays sous-développé. Il y a dans ces pays des dizaines de millions de personnes qui souffrent de la faim et qui vivent dans la pauvreté la plus criante. Et même en Inde par exemple, la tendance depuis l'indépendance est plutôt vers le morcellement. Le Pakistan et, plus tard, le Bengladesh s'en sont détachés. Aussi ce sont les Tamuls ou les Sikhs qui demandent leur indépendance pendant que les Hindous et les Musulmans s'entredéchirent.

La bourgeoisie africaine est incapable de réaliser l'unité de l'Afrique, car elle est veule, complètement liée pieds et poings à l'impérialisme. La situation de morcellement l'arrange fort bien et surtout ses maîtres des métropoles impérialistes. Alors, il serait illusoire de penser que l'Afrique puisse réaliser son unification sous la bannière de la bourgeoisie, fût-elle dirigée par des nationalistes radicaux.

Nous, les révolutionnaires socialistes, sommes absolument partisans de l'unité africaine. Nous sommes pour les Etats unis socialistes d'Afrique et nous pensons que seule la révolution socialiste permettra de réaliser cette unité. L'histoire du

capitalisme a fait que l'Afrique n'a pas connu la constitution des nations comme dans les pays européens. Loin d'être un handicap pour les exploités, cela peut être une chance pour réaliser plus facilement l'unification de l'Afrique. Ce continent n'aura pas ainsi à parcourir le même chemin qu'a parcouru et qu'aura à parcourir l'Europe pour constituer ses Etats unis socialistes. Mais c'est le prolétariat seul qui sera capable de réaliser cette tâche, car lui n'a rien à gagner dans le maintien des frontières.

Les bidonvilles où s'entassent

des travailleurs, des paysans déracinés, où se mélangent les ethnies et se côtoient des peuples des différents pays pourraient être le terreau pour propager les idées révolutionnaires internationalistes. Aujourd'hui nos dirigeants qui font des bla-bla sur l'unité africaine, se servent de cette situation pour attiser des tensions, pour multiplier les affrontements afin de détourner la colère des masses pauvres. Mais, de là pourrait aussi naître des forces capables de les balayer eux et leur système qui repose sur la division et sur l'oppression.

A NOS LECTEURS,

Dans le précédent numéro de notre journal daté du 12 mai 91, une erreur technique a rendu incompréhensible une partie de l'article intitulé "A PROPOS DU MULTIPARTISME. Nous nous en excusons. Voici, ci-dessous, le même article dans sa version originale.

A PROPOS DU MULTIPARTISME

Depuis une année, sous la pression de la rue, des émeutes et des grèves, mais aussi et parfois surtout, sur recommandation de l'impérialisme français, principal protecteur des dictateurs de nos pays, plusieurs de ces dictateurs ont retourné leur veste ou leur "abakos" de dirigeants sanguinaires pour porter le boubou de "présidents démocratiques" en décrétant le multipartisme. C'est le cas au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Niger, au Mali, au Congo etc... Quelques dictateurs - Eyadéma au Togo par exemple - ont du

mal à sacrifier à l'air du temps et à faire semblant d'être touchés par la grâce démocratique. Mais la chute de Moussa Traoré contribuera à convaincre les plus stupidement bornés d'entre eux qu'il vaut mieux conserver le pouvoir en faisant mine d'être prêt à l'abandonner dans des élections, plutôt que de le perdre dans des émeutes.

Voilà donc Bongo ou Houphouët Boigny, dictateurs pendant si longtemps par la grâce de Dieu et surtout, grâce à la protection de l'armée française, devenus

présidents "régulièrement" élus. Kérékou, il est vrai, a dû sacrifier son fauteuil présidentiel sur l'autel des élections. Mais il s'en fallut de peu pour qu'il parvienne à rester, et de toute façon, son successeur constitutionnel a eu l'élégance de lui garantir l'impunité pour tous ses faits et gestes passés de dictateur et la discrète jouissance du magot qu'il a pu ramasser en pillant son peuple.

Les milieux dirigeants des puissances impérialistes, les Bush, les Mitterrand, les Major se réjouissent bruyamment de ce qu'ils appellent l'évolution démocratique de l'Afrique. Ces gens-là qui ont soutenu, financé et armé les plus abjectes de nos dictateurs contre leurs propres peuples, font mine aujourd'hui de prétendre que leur souhait de toujours fut que l'Afrique connaisse la démocratie. Les salauds ! Comme si un Bokassa avait pu tenir sans la présence de l'armée française en Centre Afrique et sans la protection des hommes politiques français les plus hauts placés (à commencer par l'ex-président de la République Giscard) ! Comme si Hissène Habré n'avait pas été armé jusqu'aux dents par tous les gouvernements français successifs, de quel bord politique qu'ils soient ! Comme si...mais ce n'est même pas la peine de continuer la liste, car il faudrait citer tout le monde, tant le destin politique de nos dictateurs se décidait à Paris.



LE SOMMET AFRICAIN DE MITTERRAND A LA BAULE

MULTIPARTISME, UN ERSATZ DE DEMOCRATIE POUR LA PETITE BOURGEOISIE

Mais il n'y a pas que les puissances impérialistes à essayer de nous faire prendre les vessies pour des lanternes, et le multipartisme, pour la démocratie. Nombreux sont les éléments de la petite-bourgeoisie de nos pays qui couvrent d'éloge l'évolution en cours et présentent le multipartisme comme susceptible de guérir l'Afrique d'à peu près tous ses maux: de la dictature, de la misère, des maladies, des inégalités, des injustices etc..Emportés par leur enthousiasme, certains trouvent même dans le multipartisme la potion magique qui permettra enfin à l'Afrique de se développer.

Il suffirait pourtant à ces bienheureux d'entre-ouvrir un peu les yeux pour constater comment un Mobutu a inauguré la libéralisation de la vie politique au Zaïre en massacrant des dizaines d'étudiants contestataires et en noyant dans le sang les émeutes contre la hausse des prix des produits alimentaires. Et à ce que l'on sache, le multipartisme introduit à petite dose au Cameroun n'empêche nullement l'armée du dictateur Biya de tuer, réprimer et emprisonner, comme au temps du parti unique.

Mais ces gens-là, dont les représentants fournissent en général les cadres des formations d'opposition dans les pays fraîchement "multipartistes" qui cautionnent de leur tapage aussi bruyant qu'inefficace le caractère prétendument "démocratique" des parlements mis en place, montrent seulement les limites étroites de leur démocratismes, même par rapport à la démocratie telle qu'elle se pratique dans les pays bourgeois des pays d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Même sur le strict plan des libertés politiques, le multipartisme n'est qu'une caricature de démocratie. Il y a

bien plusieurs partis, des élections et une "opposition" dans le Maroc de Hassan II, mais où sont les libertés élémentaires, où est simplement la protection du citoyen contre les arrestations arbitraires, contre les assassinats sans même un semblant de jugement dans les geôles du régime ? Où sont la liberté d'expression, la liberté d'organisation ou de réunion pour ceux que le régime ne veut pas tolérer?

Au Sénégal, le multipartisme existe de longue date. Il tolère, il est vrai, une petite dose de libertés pour la petite bourgeoisie des villes avec quelque retombés pour la classe ouvrière elle-même. Des journaux d'opposition peuvent paraître, et ceux qui militent sur le plan syndical n'encourent pas la répression systématique. Mais il suffit de s'éloigner des grands centres urbains, pour que la dictature apparaisse dans tout son hideur quotidien, dans le pouvoir discrétionnaire de tout détenteur d'autorité, du moindre représentant de l'Etat, militaire, policier ou administratif.

DERRIERE LA DICTATURE POLITIQUE, LA DICTATURE SOCIALE, LA DICTATURE DE CLASSE

Et puis, au-delà de ces aspects facilement perceptibles de la dictature, il y en a d'autres, plus profonds, cette dictature qui tient à la vie même des gens, qui impose à la majorité pauvre une vie indigne de notre époque. Quand dans nos pays, des millions d'êtres humains sont réduits à vivre dans des bidonvilles où ils crèvent de faim, de maladies, dans des saletés, à côté de la pourriture, des égouts à ciel ouvert alors qu'il ne manque pas de moyens pour améliorer leurs conditions de vie, c'est ça la dictature! Lorsque des milliers d'enfants à l'âge d'aller à l'école ne le peuvent pas et sont obligés de travailler à dix ans et parfois même moins, quoi d'autre si ce n'est la dictature? Et que dire du sort de

la femme dans nos sociétés? S'il y a une image qui symbolise toutes les oppressions et la dictature en Afrique, c'est celle de la femme africaine. Les femmes constituent la majorité de nos populations. Elles fournissent au moins 80% de la force de travail chez nous. Leur effort dans la vie sociale est considérable. Dans certaines régions, des villages entiers vivent grâce à leur génie et à leur travail. Mais sont-elles pour autant considérées, respectées? Vivent-elles comme elles le voudraient? Pour la majorité d'entre elles, une maternité est un luxe dont elles ne peuvent même pas rêver. Ce sont aussi les femmes qui constituent le plus gros contingent des analphabètes de chez nous. On leur refuse le droit à l'éducation. On empêche leur épanouissement en les maintenant dans le cadre étouffant du foyer où elles épuisent leur force dans des tâches de ménage et d'entretien de la maison, comme des esclaves. Pour vivre, certaines n'ont pas un autre choix que de se prostituer. Dans nos villages, les femmes font des kilomètres à pied pour aller chercher de l'eau boueuse dans les marigots alors que dans les villes les riches utilisent à longueur de journée de l'eau potable pour leurs jardins et piscines. Des millions de ces femmes assistent impuissantes à la mort de leurs enfants arrachés par des maladies que l'on peut pourtant guérir à peu de frais! Et ceux de ces enfants qui arrivent à survivre sont, dès leur berceau, voués à l'échec, destinés à devenir des chômeurs ou des enfants de la rue. Pourtant combien de ces problèmes-là on peut résoudre avec les sommes colossales que nos dictateurs dilapident dans des choses inutiles, comme la basilique d'Houphouët Boigny ou l'armement? Combien de maternités, de dispensaires, d'écoles, de routes, de logements peut-on construire avec ces moyens-là? Combien de pompes à eau peut-on forer dans les villages? Combien de médicaments peut-on acheter?

Tout cela n'a rien à voir avec la nature du régime, diront dédaigneusement les bonnes âmes du démocratisme petit-bourgeois. Mais justement. Tant que seuls les régimes politiques changent et que tout cela reste en l'état, rien d'important n'aura été changé pour les classes exploitées. L'assouplissement de la dictature politique pour une minorité petite-bourgeoise n'aura fait que dissimuler le maintien de la dictature sociale des riches sur les pauvres, l'exclusion, en fait, de la démocratie, de l'immense majorité pauvre de la nation.

La dictature de la faim que nos bourgeoisies et leurs appareils d'Etat imposent aux travailleurs, aux paysans, aux classes pauvres, a pour contrepartie l'enrichissement de la bourgeoisie. Celle en premier lieu des métropoles impérialistes, dont nos riches comme nos ministres ne sont que les serviteurs, les boys. Richement payés, sans doute, mais boys quand-même. Leur rôle, c'est d'assurer la permanence d'un système social injuste qui fait enrichir sans cesse plus une minorité de riches parasites, en enfonçant toujours plus dans la misère ceux qui travaillent, ceux qui produisent, ceux qui créent: les ouvriers qui font marcher les usines, creusent les mines et construisent les bâtiments; les dockers, les cheminots ou les camionneurs qui chargent, transportent et déchargent; les ouvriers agricoles ou les paysans pauvres qui rendent les champs fertiles.

Et si aujourd'hui les puissances impérialistes semblent changer leur fusil d'épaule, d'abandonner la dictature ouverte, cynique, au profit de dictatures plus dissimulées, plus hypocrites, c'est pour faire de ces changements de régime une nouvelle tromperie, un nouveau piège. C'est, en réalité, une nouvelle manière que les puissances riches ont trouvée pour désamorcer la colère des opprimés. Ils savent que les régimes de parti

unique qu'ils ont imposé pendant trente ans et dont ils ont profité en exploitant sauvagement nos populations a fait son temps. Il ne peut plus cacher les inégalités. Les vieilles dictatures usées ne marchent plus. Et s'ils veulent continuer à les maintenir, elles peuvent se retourner contre leurs intérêts en provoquant des explosions sociales profondes. Or, dans la situation de crise actuelle que connaît l'Afrique, dans cette situation où il suffit de toucher au prix du pain pour que les gens descendent dans la rue tellement qu'ils n'en peuvent plus, personne ne peut dire si les révoltes, les émeutes et les grèves ne risquent pas un jour de se transformer en une véritable révolution qui balayerait les classes exploitées locales et qui pourraient menacer tout l'ordre impérialiste mondial.

Alors, pour ne pas courir ce risque, ils veulent se débarrasser du parti unique en opérant des changements au sommet sous forme de multipartisme. Ils veulent tout simplement repeindre les dictatures usées et nos chaînes en rose.

Il y a une trentaine d'années, la décolonisation octroyée a servi à faire croire aux masses exploitées qu'il suffit d'avoir un drapeau, un président et des ministres noirs, pour que tout aille bien. En réalité, seul a changé la couleur des gardiens de prisons, mais l'Afrique est restée cet immense camp de concentration pour pauvres qu'elle a été sous le colonialisme, et au profit des mêmes grands trusts, et souvent, au profit des mêmes dynasties bourgeoises qui ont fait leur fortune par le pillage de l'Afrique et de l'exploitation de ses ouvriers et paysans.

Aujourd'hui, on veut faire croire aux masses exploitées qu'il suffit d'avoir plusieurs partis et de voter pour que les choses changent. Mais la vie réelle des gens, restera le même. Dans les quartiers populaires, dans les

bidonvilles, dans les villages, ce sera toujours la même misère, les mêmes injustices, mais aussi le même appareil de répression et la même dictature avec, peut-être au bout, un nouveau dictateur. Des Indes au Brésil, le multipartisme ne signifie ni démocratie ni amélioration des conditions de vie des gens. Il cohabite très bien avec l'exploitation, les inégalités, les injustices, la misère, la dictature et les oppressions de tout genre.

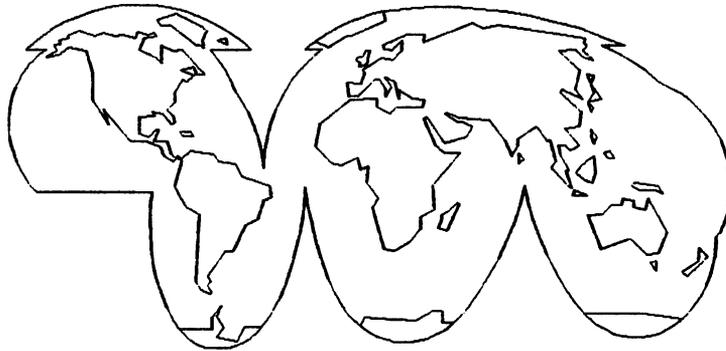
Si les travailleurs attendent quelque chose du multipartisme, alors, à coup sûr, il ne leur donnera rien.

Mais en revanche, si les travailleurs sont conscients que les choses ne changeront pour eux que s'ils se battent pour défendre leurs intérêts de classe, s'ils sont décidés d'utiliser, dans leur intérêt, toutes les failles, alors, la période peut leur offrir des possibilités supérieures.

L'effervescence dans la petite bourgeoisie, le petit climat de politisation que cela entretient, les journaux qui paraissent, les réunions qui s'organisent, peuvent permettre aux travailleurs de s'organiser de leur côté.

La petite ouverture que la crainte de la colère des masses a imposée à nos dictateurs pourrait devenir une véritable brèche. Mais encore faut-il que les travailleurs aient leur propre organisation politique indépendante pour pouvoir exploiter toutes les possibilités nouvelles. C'est la principale condition pour garantir les intérêts de l'avenir et pour en finir un jour avec la dictature en remettant en cause l'ordre social sur lequel elle pousse, c'est-à-dire en expropriant les riches, en leur arrachant les moyens qui existent pour les mettre au service de l'ensemble de la société afin de construire un monde nouveau fondé sur la satisfaction des besoins de tous.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.